

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Jeudi (après-midi) 19 novembre 2015

Direction de l'économie publique

57 2015.RRGR.143 Motion 052-2015 Zuber (Moutier, PSA)

Création d'un fonds de soutien à l'économie d'exportation et au tourisme pour résister à la crise monétaire

N° de l'intervention:	052-2015
Type d'intervention:	Motion
Déposée le:	03.02.2015
Déposée par:	Zuber (Moutier, PSA) (porte-parole)
Cosignataires:	7
Urgence:	refusée le 18.05.2015
N° d'ACE:	1079/2015 du 9 septembre 2015
Direction:	ECO

Création d'un fonds de soutien à l'économie d'exportation et au tourisme pour résister à la crise monétaire

1. Un fonds de soutien à l'économie d'exportation et au tourisme est créé. Ce fonds doit permettre aux autorités cantonales de soutenir, directement ou indirectement, les entreprises exportatrices et touristiques qui subissent les effets de la crise monétaire provoquée par la décision de la Banque nationale suisse (BNS) du 15 janvier 2015 (abandon du taux plancher de 1,20 franc pour un euro).
2. Les dix pour cent du montant (164 millions) que versera au canton la Banque nationale suisse au titre de participation au bénéfice 2014 sont affectés à ce fonds.
3. Le Conseil-exécutif propose au Grand Conseil des dispositions réglementant l'usage de ce fonds. Ces dispositions laissent une large marge de manœuvre aux autorités cantonales tout en visant les objectifs suivants pour les sociétés bénéficiaires : sauvegarde des places de travail, aide à la formation, à l'innovation, à la diversification et soutien à l'investissement.

Développement :

La décision inattendue et unilatérale prise par la BNS d'abandonner le taux plancher de conversion de 1,20 franc pour un euro a provoqué, au-delà de la surprise et de l'incompréhension, un véritable cataclysme économique dans les milieux orientés vers l'exportation et tout particulièrement dans les régions industrielles et touristiques dont l'activité se déploie en grande partie sur des marchés extérieurs.

Respectueuses de l'indépendance de la Banque nationale suisse (BNS), les autorités fédérales (et cantonales) ont été prises de court et se sont à ce jour contentées de réagir avec fatalisme en comptant sur les capacités d'adaptation ou d'innovation des entreprises concernées et des partenaires sociaux. Les mêmes autorités ont appelé au calme et enjoint les milieux touchés de patienter au moins six mois pour connaître l'issue stable des variations couplées des valeurs des monnaies franc suisse et euro.

Cette retenue tranche avec les attentes des milieux industriels qui, prenant pleinement, directement et immédiatement la mesure de la gravité de la situation, pressent les politiques « de mettre sur pied des conditions-cadres afin de permettre à l'industrie d'exportation de maintenir ou de retrouver une place concurrentielle sur les marchés internationaux¹ ».

Dans les régions qui assurent une part des exportations nationales nettement supérieure à leurs poids démographique, c'est une très vive inquiétude qui prévaut. Les chefs d'entreprises, les élus locaux et la population en général nourrissent les pires craintes s'agissant des conséquences de cette crise monétaire sur l'économie, sur l'emploi et sur les finances publiques.

¹ Convention patronale de l'industrie horlogère suisse.

Les mêmes préoccupations s'expriment dans les régions touristiques, et notamment dans l'Oberland. Le canton de Berne est donc très directement concerné !

Or, les fameuses « conditions-cadres », poncif avancé par les autorités fédérales comme solution susceptible d'amortir les effets de cette crise, relèvent plus de l'homéopathie que du remède efficace que requiert la situation. Les autorités cantonales se doivent donc de faire face à leurs responsabilités sans se retrancher derrière l'absence de bases légales pour justifier un coupable attentisme. La présente intervention propose donc la création d'un outil financier alimenté par le providentiel versement de l'institution par lequel « le malheur est arrivé », à savoir la BNS.

Il se trouve en effet que la Banque nationale suisse (BNS) versera fort opportunément deux milliards de francs aux cantons et à la Confédération, au lieu du milliard habituel, à titre de participation à son bénéfice. La bonne surprise a été annoncée le 30 janvier 2015 à la Conférence des directeurs cantonaux des finances. L'exercice 2014 de la BNS ayant été financièrement brillant, il se solde par un bénéfice de 38 milliards de francs et permet ainsi de largement reconstituer la réserve pour la distribution aux cantons et à la Confédération. Laquelle s'élevait, à fin décembre 2014, à 28 milliards, soit près du double de la limite qui autorise le versement aux pouvoirs publics. La BNS a convenu de doubler sa distribution et de « rattraper » en quelque sorte le fait qu'aucun franc n'avait été versé en 2013, pour la première fois dans l'histoire de l'institution. Deux milliards de francs seront donc distribués en 2015, dont un tiers à la Confédération et deux tiers aux cantons. Les plus chanceux sont Zurich, qui recevra 233,5 millions, et Berne (164,3 millions).

L'usage du fonds de soutien doit être simple et efficace. La destination des aides doit permettre aux entreprises en difficulté de conserver leurs places de travail, de former leurs collaborateurs, d'innover, de diversifier leurs activités et d'investir en vue d'une meilleure productivité.

Réponse du Conseil-exécutif

Depuis que la Banque nationale suisse (BNS) a supprimé le taux plancher par rapport à l'euro le 15 janvier 2015, le franc suisse s'est fortement apprécié. Le cours s'établit actuellement à 1,05 franc pour 1 euro. L'évolution du franc suisse par rapport aux autres devises telles que le dollar américain a des conséquences moindres. Les entreprises exportatrices notamment ainsi que leurs fournisseurs et le secteur du tourisme sont confrontés à des défis de taille. Les pronostics de croissance économique en Suisse et dans le canton de Berne ont été revus à la baisse. Il faut par ailleurs s'attendre à une hausse du taux de chômage au cours des prochains mois. La force du franc suisse préoccupe beaucoup les milieux économiques et politiques ainsi que la société. Il est pour l'heure impossible de prévoir comment le cours du franc évoluera ces prochains mois. L'avenir reste empreint d'une grande incertitude (évolution de la situation en Grèce par exemple), entraînant des répercussions négatives sur le développement économique.

Le Conseil-exécutif analyse la situation en permanence. Les instruments de l'assurance-chômage constituent des mesures à court terme. Le principal d'entre eux, le chômage partiel, permet aux entreprises de pallier un recul temporaire des activités et de préserver les emplois. Depuis le 27 janvier 2015, les entreprises peuvent à nouveau s'en prévaloir en invoquant les fluctuations du taux de change. Dans le cadre de sa politique économique axée sur le long terme, le Conseil-exécutif est déterminé à faire avancer les projets qui permettent de renforcer durablement le site économique bernois, les activités d'innovation et, par conséquent, la compétitivité des entreprises bernoises. Parmi ces projets figurent notamment le site biennois du Parc national d'innovation, le Centre de compétences national en médecine translationnelle et entrepreneuriat (Sitem-Insel) à Berne et la loi sur l'encouragement de l'innovation.

La motion demande la création d'un fonds de soutien à l'économie d'exportation et au tourisme. Ce dernier doit être alimenté par dix pour cent du montant que verse la BNS au canton de Berne au titre de participation au bénéfice 2014. Les cantons de Genève et de Vaud prévoient de créer un fonds similaire. Ces deux cantons doivent encore définir la structure du fonds et les modalités d'utilisation des moyens à disposition.

Le Conseil-exécutif prévoit lui aussi une nouvelle réglementation de l'utilisation de la part versée au canton au titre de participation au bénéfice de la BNS. Il propose de créer un fonds visant à régulariser les recettes des distributions du bénéfice de la BNS. Le projet de loi sur le Fonds des distributions du bénéfice de la BNS (LFDB) doit figurer à l'ordre du jour de la session de novembre 2015. Il ne prévoit pas d'affectation spécifique des avoirs du fonds. Aux yeux du Conseil-exécutif, la LFDB est la mesure adéquate pour gérer les distributions du bénéfice de la BNS. Il s'agit d'un instrument important dans l'optique d'une politique financière durable et stable, dans l'intérêt de l'ensemble de l'économie bernoise. Le Conseil-exécutif est toutefois conscient des problèmes particuliers que rencontrent l'industrie d'exportation et le secteur du tourisme. Ces difficultés doivent cependant être résolues à l'aide d'autres mesures.

Proposition du Conseil-exécutif :
Adoption sous forme de postulat

Le président. Wir kommen zur Motion Zuber «Währungskrise macht Unterstützungsfonds für Wirtschaft und Tourismus nötig». Der Regierungsrat ist bereit, diesen Vorstoss in Form eines Postulats entgegenzunehmen. Der Motionär ist mit einer Umwandlung in ein Postulat einverstanden. Wird dieses Postulat seitens des Rates bestritten? Ist dies der Fall? – Ja, damit hat Herr Grossrat Zuber zur Begründung seines Vorstosses das Wort. Wir führen eine freie Debatte. Bitte tragen Sie sich noch in die Rednerliste ein. – Es liegt ein Missverständnis vor: Ich habe gehört, dass jemand «bestritten» gesagt hat. So habe ich es jedenfalls verstanden. Der Vorstoss ist demnach nicht bestritten.

Maxime Zuber, Moutier (PSA). Merci!

Le président. Wir stimmen direkt darüber ab. Wer das Postulat Zuber annehmen möchte, stimmt ja, wer es ablehnt, stimmt nein.

Vote (adoption de la M 052-2015 sous forme de postulat)

Décision du Grand Conseil :

Rejet du postulat

Oui	47
Non	63
Abstentions	6

Le président. Moment, nun haben wir ein Problem! Ich habe Sie gefragt, ob dieses Postulat bestritten sei. Sie haben verlauten lassen, dass es nicht bestritten werde. Der Postulant hat das Wort gewünscht. Daraufhin habe ich gefragt, ob das Postulat bestritten wird. Der Postulant hätte sich aber geäußert, hätte er gewusst, dass das Geschäft bestritten wird. Insofern wäre es eine Frage der Fairness gewesen, ihm diese Gelegenheit zu geben. Das aktuelle Vorgehen scheint mir eigenartig. Herr Grossrat Mentha stellt einen Ordnungsantrag. Sie haben das Wort, Herr Mentha.

Luc Mentha, Liebfeld (PS). Ich stelle den Ordnungsantrag, auf den eben gefassten Beschluss zurückzukommen und die Debatte zu führen. Ansonsten ist es völlig absurd! Wir sind ein Parlament und diskutieren miteinander! Man kann doch nicht sagen, ein Geschäft sei unbestritten und dieses dann anschliessend versenken. Das geht nicht!

Le président. Es liegt ein Ordnungsantrag auf Rückkommen vor. (*Le président s'entretient brièvement avec le secrétaire général.*) Herr Grossrat Leuenberger wünscht zu diesem Ordnungsantrag Stellung zu nehmen.

Samuel Leuenberger, Trubschachen (PBD). Ich stelle fest, dass wir uns etwas in einem Dilemma befinden. Nach meinem Wissensstand wird über unbestrittene Geschäfte gar nicht abgestimmt. Offensichtlich hat der Präsident entschieden, darüber abstimmen zu lassen. Nun kommen wir zu einem Ordnungsantrag. Sollte dieser durchkommen, bedeutet dies in der Konsequenz, dass Geschäfte, über welche wir nicht diskutieren, gar nicht abgelehnt werden dürfen. Dies hätte zur Folge, dass man wiederum darauf zurückkommt. Deshalb bitte ich Sie, den Ordnungsantrag Mentha abzulehnen.

Le président. Die Praxis ist nicht wie eben beschrieben. Wenn ich nicht höre, dass ein Postulat bestritten wird, lasse ich danach immer darüber abstimmen. Diese Praxis ist nicht neu. Der Vorstösser äussert sich ja aus diesem Grund auch nicht. Wünscht noch jemand das Wort zu diesem Ordnungsantrag? Das Wort wird von Herrn Grossrat Sancar gewünscht. Ich bitte um Aufmerksamkeit.

Hasim Sancar, Berne (Les Verts). Etwas zu bestreiten und Wortanmeldungen sind zwei verschiedene Dinge. Wenn man sagt, dass man etwas nicht bestreitet, bedeutet dies, dass man zustimmen würde. (*Exclamations dans les rangs bourgeois.*) Deshalb werde ich dem Ordnungsantrag zustimmen.

Le président. Wenn es keine weiteren Wortmeldungen zum Ordnungsantrag gibt, stimmen wir über diesen ab. Aus meiner Sicht möchte ich seitens des Präsidiums sagen, dass ich es für eine Frage der Fairness halte, einen Vorstösser zu seinem Geschäft sprechen zu lassen, wenn es in diesem Ausmass bestritten wird. Soweit zu dem, was ich an Ihrem Vorgehen bemängle. Nun liegt der Ordnungsantrag auf Rückkommen vor, sodass es jetzt am Parlament ist, darüber zu befinden. Wer dem Ordnungsantrag zustimmt, stimmt ja, wer diesen ablehnt, stimmt nein.

Vote (motion d'ordre Mentha : réouverture de la discussion)

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 79

Non 45

Abstentions 8

Le président. Sie haben den Ordnungsantrag angenommen. Somit erteile ich dem Motionär das Wort, welcher bereit ist, seine Motion in ein Postulat umzuwandeln. Herr Grossrat Zuber, Sie haben das Wort.

Maxime Zuber, Moutier (PSA). Suite à l'adaptation du taux plancher par la Banque nationale suisse, les produits suisses d'exportation (*agitation*) – je ne sais pas si cela vous intéresse, les produits suisses d'exportation – les machines-outils que l'on construit à Moutier, les montres que l'on construit à Bienne, les offres touristiques que l'on fait dans l'Oberland, et bien, tous ces produits-là ont vu leur prix augmenter de quinze à vingt pour cent en l'espace de vingt-quatre heures. Cette hausse artificielle a fortement pénalisé les entreprises et les régions exportatrices, en ce sens que leur compétitivité s'est vue réduite presque comme neige au soleil. Comme les lésés, les entreprises, les régions, les prestataires touristiques ne portent aucune responsabilité en lien avec cette décision qui ressort de la politique monétaire, il semblait juste de traiter en quelque sorte le mal par le responsable du mal, en demandant au canton d'affecter les bénéfices de la Banque nationale suisse à un fonds ayant pour destination d'amortir les effets de cette nouvelle donne monétaire. C'est évident, c'était partagé par d'autres cantons, comme le canton de Vaud de M. Leuba, le canton de Genève de M. Maudet, qui ne sont pas des gens de gauche, et qui ont pris, eux, la décision de créer ces fonds avec un règlement. À notre niveau au canton de Berne, la Chambre d'économie publique du Jura bernois était favorable à la création de ce fonds, Jura bernois Tourisme aussi, les grandes entreprises aussi. J'ajouterais que les syndicats faisaient la même proposition. Comme le gouvernement admet timidement le principe, et comme je ne voudrais pas perdre en quelque sorte le bébé avec l'eau du bain, j'accepte la transformation de cette motion en postulat. Si le Grand Conseil refuse ce postulat, ce serait intéressant pour une question de

cohérence, de responsabilité politique et de transparence que l'UDC, par exemple, monte à la tribune pour dire aux entreprises «Non, nous ne voulons pas d'une aide à nos entreprises.» Qu'ils disent au tourisme «Non, nous ne voulons pas aider le tourisme.» Mais, de ne rien dire et de combattre un postulat tout simplement parce qu'il est déposé par Maxime Zuber, ce n'est pas très sérieux et ce n'est pas très mature.

Le président. Wir kommen zu den Fraktionsvoten.

Hubert Klopfenstein, Zweisimmen (PLR). Zum Formellen: Was der Genosse Mentha gesagt hat, ist natürlich absurd! Wir können sagen, der Vorstoss sei nicht bestritten und gleichwohl nein stimmen. Damit ist abgestimmt. Herr Grossrat Mentha, Ihr Ordnungsantrag ist völlig quer! Die FDP lehnt den Vorstoss Zuber natürlich auch als Postulat ab. Wir waren gegen das Gesetz, ebenso wie gegen die Spezialfinanzierung. Das ist logisch. Ein Fonds für Wirtschaft und Tourismus mag vielleicht gut sein; es ist aber eine welsche Träumerei. Eine Zustimmung wäre heikel. Eigentlich gibt die Regierung die Antwort für ein Nein. Der Regierungsrat hätte nein sagen müssen und dass diese «Subventionitis» Quatsch sei. Klar besteht das Problem «Euro-Schweizer Franken» seit Januar. Die Industrie ist halt gefordert. Insofern finde ich es eine Beleidigung gegenüber Herrn Hayek von Swatch oder für die Rolex, zumal diese Firmen sehr innovativ sind und etwas tun können. Deshalb kann man nicht sagen, der Kanton Bern könne mit den paar «Milliönli» die ganze Schweizer Wirtschaft retten. Es wäre ein Tropfen auf den heissen Stein! Tourismus, Tourismus... Ich komme selber aus einer Tourismusregion und bin langsam auch so angezogen. Dort oben haben Sie ganz andere Probleme. Dort muss man effektiv innovativ sein. Das beste Mittel bestünde darin, die Schweizer zu zwingen, in der Schweiz Ferien zu machen! Weshalb gehen alle nach Österreich? Man kann auch in der Schweiz Skifahren oder Wellnessferien verbringen. Sie brauchen nicht zu lachen! Die ganzen «Easy-Jet-Brüder und -Schwestern», welche billig in der Welt umher jetten, müssen zurückkommen und ihre Ferien wieder in der Schweiz verbringen! Das ist die beste Tourismusförderung, meine Damen und Herren! «Swiss first»! Ich habe geschlossen, danke.

Samuel Leuenberger, Trubschachen (PBD). Die BDP lehnt diesen Vorstoss ab. Ziffer 2 dieses Postulats ist schon gar nicht mehr vollziehbar, weshalb es schlicht keinen Sinn macht, wenn der Regierungsrat prüft, 10 Prozent des Beitrags der Nationalbank in diesen Fonds zu stecken. Was mit diesen Mitteln passiert, haben wir eigentlich beschlossen. Was die Ziffern 1 und 3 anbelangt, haben wir grosses Verständnis dafür, die Exportwirtschaft und den Tourismus stärken zu wollen. Die Exportwirtschaft und der Tourismus leiden sehr unter der Anpassung des Euro-Franken-Kurses, weshalb etwas unternommen werden muss. Die BDP hat bereits auf Bundesebene klar gesagt, in welche Richtung es gehen soll. Bei der Exportwirtschaft geht es darum, die Rahmenbedingungen für die Schweizer Wirtschaft zu verbessern und den bürokratischen Aufwand schon auf Bundesebene zu reduzieren. Die BDP hat auch einen Vorschlag, wie der Tourismus und die Restaurationsbetriebe in diese Richtung gefördert werden können, nämlich indem man bei der Mehrwertsteuer «es Gleich tuet». Entsprechende Vorstösse wurden seitens der BDP auf Bundesebene eingereicht. Dies ist ein ganz anderer Ansatz als der von Maxime Zuber angestrebte. Maxime Zuber will nach dem Giesskannenprinzip möglichst viel verteilen. Wir hingegen wollen von der staatlichen Seite her weniger wegnehmen.

Nathan Güntensperger, Biel/Bienne (pvl). Der Motionär verlangt, dass 10 Prozent der diesjährigen Nationalbankgelder – dies wären 16,4 Mio. Franken – zur Erhaltung von Arbeitsplätzen, der Förderung von Bildung, Innovation und Diversifikation sowie als Investitionshilfen verwendet werden sollen. Dumm gelaufen, da diese Gelder seit gestern verplant sind! Zudem sehe ich nicht, wie die 16,4 Mio. Franken für alles, was der Motionär verlangt, eingesetzt werden sollten, ausser faktisch als Subventionen. Als Begründung muss die Aufhebung des Euro-Mindestkurses durch die Nationalbank herhalten. Dabei vergisst man, dass die Aufhebung des Mindestkurses nur vorgenommen werden konnte, weil die Nationalbank diesen zuvor jahrelang gestützt und damit sehr viel Schaden von den Betrieben ferngehalten hat.

Wie auch immer. Es ist natürlich mitnichten so, dass staatliche Gelder einer kriselnden Branche über die Zeit helfen, um zu irgendwelchen Innovationen oder Diversifikationen zu führen. Im Gegenteil: Dies führt zu einer Zementierung der bisherigen Strukturen, welche sich in wirtschaftlich schwierigen Zeiten offensichtlich nicht bewähren. Betriebe, welche jetzt Innovationen benötigen, jetzt diversifizieren müssen, jetzt eine höhere Produktivität erreichen wollen und Investitionen

tätigen müssen, kommen einfach zu spät! Diese Firmen haben während der fetten Jahre nicht in ihre Zukunft, sondern vielleicht in die Gehälter ihrer Verwaltungsräte und CEOs investiert. Im Tourismus steht es mit vielen Betrieben nicht zum Besten. Dies ist allgemein bekannt, hängt jedoch nicht direkt mit der Frankenstärke zusammen. Es ist ein Zeichen dafür, dass sich die Betriebe über Jahre hinweg auf ihren Lorbeeren ausgeruht haben. Ein schlechter Service, mangelnde Investitionen in Gebäude und Betriebsmittel sowie das Festhalten an alten, überholten Strukturen sind die Folge davon. Ausgerechnet jenen Betrieben, welche sich über Jahre hinweg nicht bewegt haben und hauptverantwortlich dafür sind, dass die Qualität des Schweizer Tourismus im Ausland einen immer schlechteren Ruf genießt, ausgerechnet jenen Betrieben soll nun mit staatlichen Geldern geholfen werden! Ich bin auch im Tourismus tätig. Ich betreibe am Bielersee ein Hostel mit Bistro. Ich kann Ihnen sagen, dass das Jahr 2015 mein bestes Jahr sein wird. Dies habe ich bereits in den Jahren 2014, 2013 sowie in den Vorjahren gesagt. Dass ich ein gutes Jahr habe, liegt nicht nur am schönen Sommer. Wer im Tourismus innovativ ist und nahe am Gast arbeitet, hat auch mit dem starken Franken keine grossen Probleme. Subventionen sind häufig dafür verantwortlich, dass längst fällige Strukturbereinigungen nicht vollzogen werden, weshalb sie abzulehnen sind. Die Grünliberalen werden sowohl die Motion als auch das Postulat ablehnen.

Natalie Imboden, Berne (Les Verts). Wir sprechen über ein Postulat. Wir sollten wirklich beachten, auf welcher Flughöhe wir uns bewegen. Wir sprechen materiell über ein Postulat und Sie wissen genau, dass es sich dabei um ein zu prüfendes Anliegen handelt. Materiell teilt die grüne Fraktion durchaus die Analyse des Motionärs, wonach das, was am 15. Januar passiert ist, einem Erdbeben gleichkommt. Die Kursbindungsfreigabe durch die Nationalbank hat für sehr viele Bereiche der Wirtschaft – zugegebenermassen nicht für alle – im Export, im Tourismus, aber auch in binnenwirtschaftlichen Branchen – Konsequenzen. Hier kann nicht gesagt werden, es seien keine Konsequenzen damit verbunden. Die Frage ist, welches die Antworten darauf sind. Es trifft zu, dass wir gestern Entscheidungen bezüglich des Fonds getroffen haben. Trotzdem kommen wir zum Schluss, dass wir die vorliegende Motion in Form eines Postulats unterstützen können.

Liebe Kolleginnen und Kollegen, wir werden in der nächsten Zeit noch weitere Entscheidungen treffen. So werden wir hier am Montag darüber diskutieren, wie viele Investitionen der Kanton Bern im Rahmen des Voranschlags tätigen soll. Die Investitionen sind ein wichtiger Faktor, welcher unserer Wirtschaft nutzt, also auch ein zentraler Bereich. Wir werden in den kommenden Sessionen über das Innovationsförderungsgesetz (IFG) sprechen, welches ebenfalls einen Beitrag leistet. Es bestehen Bestrebungen, welche durchaus mitberücksichtigt werden können. Es macht Sinn, dass sich die Regierung überlegt, wie den betroffenen Regionen und speziellen Wirtschaftsbereichen geholfen werden kann. Mit einem Postulat sprechen wir kein Geld. Wir nehmen das Anliegen ernst und unterstützen das Postulat in seiner Form als Prüfungsauftrag, um diesem Anliegen Nachdruck zu verleihen. Wir sind froh, wenn sich die Regierung – entsprechend ihrer Antwort – auch über die Bedeutung bewusst ist. Wir sind für Annahme des Postulats!

Jakob Schwarz, Adelboden (UDF). Ich gebe meine Interessenbindungen bekannt: Ich bin Mitinhaber eines Sportgeschäfts in Adelboden sowie Verwaltungsrat der Bergbahnen Adelboden. Ganz so einfach, wie es Kollege Güntensperger dargestellt hat, ist es nicht für alle Betriebe. Es mag wahrscheinlich für Betriebe mit Nischenprodukten gelten, und der erwähnte Ansatz ist sicher sehr gut. Ich kann sagen, dass ich ab dem 1. Dezember dreissig Angestellte habe, welche ich mit Arbeitsverträgen ausgestattet habe. Wenn es nicht schneit, weiss ich nicht, was diese am 1. Dezember bei mir tun sollten – Innovation hin oder her. Bei den Bergbahnen läuft es ähnlich. Meine Fraktion und ich lehnen das Postulat dennoch ab. Dies, weil es – wie bereits erwähnt – ein Tropfen auf den heissen Stein wäre. Wollen wir wirklich einen Fonds schaffen oder prüfen lassen, wie wir 16 Mio. Franken verteilen sollen? Wer erhält wie viel und zu welchen Bedingungen? Das kann nicht sein! Dabei müssten wir aufpassen, dass der Verwaltungsaufwand nicht höher ausfällt als das, was die Betriebe letztendlich erhalten.

Für uns im Tourismus wären andere Dinge viel wichtiger: Bestehende Instrumente sollten optimiert werden. Ich denke zum Beispiel an das Instrument der Kurzarbeitszeitentschädigung, zu welcher sich der Regierungsrat in seiner Antwort äussert. Letztes Jahr, als man bis zum 28. Dezember nicht Skifahren konnte, war es den Bergbahnen nicht möglich, von der Kurzarbeit Gebrauch zu machen. Deshalb scheint es mir effizienter, in diesem Bereich Optimierungen zu erzielen. Zudem sollten Vorschriften abgebaut werden. Auch hierzu ein Beispiel: Will man eine bestehende Linie einer Bahn am selben Standort ersetzen, müssen über dreissig Amtsstellen lange über die Richtigkeit des

Vorhabens diskutieren. Unter solchen Situationen leiden wir im Tourismus und nicht an ein paar wenigen Franken, welche verteilt würden. Deshalb wird unsere Fraktion den Vorstoss auch als Postulat ablehnen.

Daniel Hügli, Biel/Bienne (PS). Die SP-JUSO-PSA-Fraktion unterstützt dieses Postulat. Dem Tourismusspezialisten Herrn Klopfenstein danke ich noch für seine Stichworte. Ich will ihm zuerst gleich ein paar Entgegnungen darbieten. «Swiss first» – ich sehe, Herr Klopfenstein kennt sich mit Fluggesellschaften und entsprechenden Flugklassen aus! Das ist schon einmal ein gutes Zeichen. Weiter hat er vom «welschen Traum» gesprochen. Lieber einen «welschen Traum» als einen Deutschschweizer Albtraum. Wenn man die Zeitungen liest, entnimmt man diesen jeden Tag Nachrichten über Stellenabbau, dass Arbeitnehmende entlassen werden. Dies kann man täglich auch auf den Kanton Bern bezogen lesen. Anfang des Jahres konnte man ziemlich häufig lesen, dass die Arbeitszeit erhöht wird. Was bedeutet dies? Dies bedeutet, dass die Arbeitnehmenden pro Stunde, die sie arbeiten, weniger Geld erhalten. Dies ist sicher keine Lösung. Nun kommt es wegen der anhaltenden Situation zu Entlassungen und ebenfalls, weil auf nationaler Ebene nicht entsprechend reagiert wird. Der Kanton Bern könnte zumindest mithelfen, etwas Unterstützung zu bieten. Ich hoffe, dass Sie diesem Anliegen ebenfalls zustimmen können.

Vielleicht kurz zum Thema Rolex oder Swatch: Diese Grossunternehmer haben vielleicht selber keine Probleme. Dennoch ist klar, dass der Druck auf die Zulieferbetriebe in den letzten paar Monaten zugenommen hat. Weil die Preise gesenkt werden, kommt es – sollten die Kostenstrukturen nicht mehr entsprechen – dort zu Entlassungen. Ich bitte Sie also, ein Zeichen zu setzen, indem Sie diesen Vorstoss zumindest in Form des Postulats überweisen.

Martin Schlup, Schüpfen (UDC). Es trifft sicher zu, dass die Exportwirtschaft und der Tourismus oder auch andere Branchen sehr stark darunter leiden. Dies lässt sich nicht so schnell kompensieren; es handelt sich um 10 bis 15 Prozent. Auch bei uns musste die Waldwirtschaft innerhalb weniger Tage 15 Prozent kompensieren.

Jetzt zu diesem Fonds: Es handelt sich mit 16,4 Mio. Franken um einen relativ kleinen Betrag für die ganze Wirtschaft und den Tourismus. Ich frage mich, nach welchen Kriterien diese Summe verteilt werden soll. Sollen grosse, kleine oder innovative Betriebe berücksichtigt werden? Wie lässt sich dies messen? Wie sollen die Regionen – Gstaad, Emmental, Berner Jura, die Stadt Bern – miteinander verglichen werden? Wenn man etwas auf die Beine stellen will, reichen zwei Jahre nicht aus, davon bin ich überzeugt. Danach wird der Euro-Franken-Kurs vielleicht wieder ganz anders aussehen. Wie bereits erwähnt, käme es für die paar Betriebe zu administrativem Mehraufwand für ein paar wenige Franken. Ich habe das Gefühl, dass es sich dabei eher um einen Bremsklotz handeln würde. Das Anliegen ist zwar gut gemeint; es führt jedoch zu keiner Lösung. Wir müssen versuchen, die Administration und die Rahmenbedingungen zu verbessern. Gesetze, Gesetze – wir haben bereits dermassen viele Gesetze. Will ein Betrieb ein wenig innovativ sein, sind meistens zwei bis drei Jahre vergangen, bis er dies geschafft hat. Sorry, wie kann man da innovativ sein? Österreich oder andere Länder sind uns in dieser Hinsicht voraus. Haben Betriebe dort eine gute Idee, können sie vorwärts machen und etwas anstossen. Ein Beispiel: Seit ein paar Monaten versuchen wir im Bereich Wald besser zusammenzuarbeiten, indem wir das Holz effizienter bewirtschaften und der Förster die Daten unseres Waldes erhält. Damit streben wir eine überbetriebliche Zusammenarbeit an. Diese ist jedoch wegen des Datenschutzes nicht möglich. Bereits bei kleinen Dingen stellt es an, und ich wüsste nicht, wer irgendwo auf der Welt etwas mit diesen Daten anfangen könnte! Wir wollen Schweizer Löhne, also konsumieren wir doch Schweizer Produkte und Schweizer Dienstleistungen! In Anbetracht der Tausenden, die wegen des Euros jedes Wochenende nach Deutschland oder Österreich einkaufen gehen, sind wir eigentlich ein Volk von Egoisten. Alle wollen einen Schweizer Lohn. Meine Lieben, das geht nicht auf! Eigentlich sollte man all jene, die im Ausland einkaufen, mit einem Aufkleber auf der Stirn kennzeichnen und ihnen sagen, dass ihnen der Lohn im nächsten Monat in Euro ausbezahlt wird. Damit würde es vielleicht besser! Danke.

Le président. Wir kommen zu den Einzelvoten. Das Wort hat Herr Grossrat Daetwyler.

Francis Daetwyler, Saint-Imier (PS). Ne venant pas d'une région touristique, j'ai écouté avec beaucoup d'intérêt les propositions simples – que peut-être de mauvais esprits pourraient qualifier de simplistes, dont notre collègue Klopfenstein – pour résoudre nos problèmes touristiques. Swiss

First, un premier paradoxe: pour encourager les gens à rester dans le pays, on utilise une langue qui n'est pas une langue de ce pays. Posons simplement la question de ce qui se passerait si, dans tous les pays qui envoient des touristes en Suisse, on faisait le même raisonnement. Germany First, Deutschland zuerst, la France d'abord, car on peut aussi skier en France, on peut aussi skier en Allemagne, on peut même skier en Ecosse! Et des vieilles villes comme Berne, il y en a aussi des dizaines dans toute l'Europe. Non, ce n'est pas une solution, ce n'est pas une option. Essayer de résoudre les problèmes de l'horlogerie en augmentant la consommation des Suisses, cela ne va pas non plus, à moins que tous les Suisses se transforment – peut-être qu'avec les progrès de la génétique on arrivera à le faire, et on commence tous à ressembler au dieu Shiva avec quatre paires de bras – et là, avec quatre paires de bras, cela multiplierait évidemment le nombre de montres que chacun pourrait porter. Soyons sérieux, lorsque l'économie subit d'une seconde à l'autre une augmentation des coûts de quinze à vingt pour cent, ce n'est pas seulement en invoquant l'innovation – sachez que l'industrie suisse n'a pas attendu l'abandon du taux plancher par la Banque nationale pour innover – ce n'est pas seulement par des incantations que l'on va résoudre le problème. Je vous demande de soutenir ce postulat.

Peter Gasser, Bévilard (PSA). Vous le savez très bien, le postulat est parfois bien plus proche du vœu pieu que de la véritable décision politique. En l'occurrence, c'est sur un postulat que nous allons nous exprimer. Par contre, le renchérissement brutal de nos produits d'exportation, lui, est tout sauf une chimère. Les industriels du Jura bernois, mais aussi les hôteliers de l'Oberland ont vu leur marge bénéficiaire fondre comme beurre au soleil. Et pourtant, le texte laisse suffisamment de marge de manœuvre au gouvernement pour pouvoir répondre aux objectifs de ce texte. Les objectifs sauvegardent des places de travail. Aide à l'information et à l'innovation, voilà, c'est cela. En acceptant ce postulat, vous donnerez l'opportunité au gouvernement, soit de concevoir de nouveaux outils innovants – youpi l'imagination au pouvoir j'ai envie de dire – ou alors de pouvoir répondre à une demande précise des milieux concernés. Ils auront peut-être d'excellentes idées à nous soumettre. En plus grâce à l'adoption en début de semaine du fonds à propos des bénéfices de la Banque nationale, il sera très facile de mettre en œuvre les demandes de ce postulat. C'est pour ces raisons que je vous demande de faire preuve d'esprit d'ouverture, c'est possible, peut-être que l'on ne va rien trouver de génial mais au moins essayons, et je vous recommande d'accepter.

Dave von Kaenel, Villeret (PLR). L'innovation. J'ai toujours beaucoup de plaisir d'entendre les juristes ou les notaires parler d'innovation. Pour eux, c'est à croire que les entreprises, spécialement industrielles, attendent chaque fois une nouvelle crise pour enclencher le bouton «on» des bureaux techniques. En fait, selon eux, le bureau technique, quand cela va bien, il n'existe pas, et quand cela va mal, on doit l'enclencher. Ce n'est malheureusement pas comme cela que cela se passe. J'ai aussi un peu de soucis avec le soutien pour l'économie locale. Je suis surpris par le double langage de l'UDC, pour une fois. Pour soutenir la filière du bois suisse en voulant imposer son utilisation pour des bâtiments cantonaux, là il n'y a pas de problème. Alors ne me dites pas que cela était une proposition de subventionnement d'une économie locale! En réponse aussi à notre collègue des Verts libéraux, pour la majorité des PME ces dernières années, la priorité n'a pas été d'augmenter les rémunérations de la direction, en tout cas dans les PME. Mais nous avons continué d'être innovatifs et surtout compétitifs suite au premier palier du franc fort quand il a été bloqué à 1,20. En plus, il ne faut pas croire que la solution des délocalisations est l'apanage que des grandes sociétés. Les PME locales, certes, n'ont pas forcément les moyens de délocaliser, mais par contre elles vont faire recours, et elles le font déjà, de plus en plus à des sous-traitants européens et étrangers, souvent moins chers, en lieu et place de s'approvisionner chez les sous-traitants locaux. C'est une manière de réduire les coûts, ce n'est pas la plus élégante, mais c'est comme cela. Les exemples seraient encore nombreux, donc je vous engage à soutenir le postulat.

Le président. Als Einzelsprecher hat Herr Grossrat Schlup das Wort.

Martin Schlup, Schüpffen (UDC). Ich wurde eben vom Kollegen von Kaenel mit dem Stichwort «doppelzüngig» angesprochen. Wenn wir die Anwendung von Schweizer Holz verlangen, bedeutet dies nichts anderes, als das, was ich bereits vorhin ausgeführt habe: Wer einen Schweizer Lohn erhält, kauft auch Schweizer Produkte. Dies erwarte ich auch in den anderen Bereichen. Alles, was man in der Schweiz produzieren kann, sollte man auch hier kaufen. Wie ich bereits gestern

angetönt habe, kann es nicht sein, dass die Gewerkschaften immer Schweizer Löhne fordern, während man im Ausland einkaufen will. Das geht nicht! Entweder sind wir «ein einzig' Volk von Brüdern und Schwestern» und halten zusammen, sei es bei den Löhnen oder beim Einkaufen, oder nicht. Wenn wir nur billig einkaufen und gleichzeitig die grossen Löhne haben wollen, werden wir in zehn oder zwanzig Jahren wahrscheinlich eine Arbeitslosigkeit von 50 oder 60 Prozent haben.

Le président. Wenn er es wünscht, hat nun Herr Regierungsrat Rickenbacher das Wort zu diesem Vorstoss.

Andreas Rickenbacher, directeur de l'économie publique. Wir diskutieren hier über ein ernsthaftes Thema. Darin zumindest dürfte man sich über die Parteigrenzen hinweg einig sein. Wir sind uns darin einig, dass für unsere Wirtschaft die Rahmenbedingungen entscheidend sind. Hierzu gehören die Infrastruktur, das Bildungsniveau, die politische und die sonstige Sicherheit. In einem Land, welches zu 50 Prozent exportiert, gehört natürlich auch das Preisniveau zu den entscheidenden Rahmenbedingungen. Diesbezüglich muss klar gesagt werden, dass sich die Rahmenbedingungen für die Schweizer Industrie und den Tourismus seit dem letzten Januar dramatisch verschlechtert haben. Zur Industrie gehören nicht nur die grossen, ins Ausland exportierenden Betriebe, sondern ebenfalls kleine Zulieferbetriebe, welche den grossen Industriebetrieben zuliefern. Zur Exportindustrie gehört letztlich auch der Tourismus, zumal dieser Leute aus dem Ausland beherbergt, welche infolge des starken Frankens die höheren Preise bezahlen müssen. Insofern diskutieren wir über ein ernstes Thema. Deshalb sollten wir uns bewusst sein, dass unsere Industrie in den nächsten Monaten oder Jahren – je nachdem, wie lange diese Situation anhält – vor Herausforderungen steht, welche wir durchaus auch politisch spüren werden. Wir sehen bereits heute in der Statistik, dass Arbeitsplätze abgebaut werden, wenn auch nicht spektakulär in Form von Massenentlassungen. Es handelt sich aber um den Abbau in kleinen Betrieben, indem hier zehn oder dort sieben Mitarbeitende entlassen werden. Kumuliert macht dies etwas aus.

Dies hat den Regierungsrat dazu bewogen, den sinnvollen Umgang mit dieser Motion in deren Annahme als Postulat zu sehen. Wir versuchen die Rahmenbedingungen für die Wirtschaft in diesem Kanton dauerhaft zu verbessern. Dabei spielt die Innovation eine wichtige Rolle – ganz im Sinne von Herrn Grossrat von Kaenel. Allerdings bedarf es nicht nur momentaner, sondern permanenter Innovationen. Aus diesem Grund haben wir die Innovationspolitik zum zentralen Thema unserer Politik während dieser Legislaturperiode erklärt. Mit Projekten, welche dem Grossen Rat nächstes Jahr vorgelegt werden, suchen wir die Innovationen zu verbessern. Seitens des Parlaments haben Sie während dieser Woche bezüglich der Gewinne der Nationalbank, auf welche die Kantone ein Anrecht haben, einen Entscheid getroffen. Die Regierung hat Ihnen einen Vorschlag zum künftigen Umgang mit diesen Gewinnen unterbreitet. Dies war auch der Grund, weshalb Ihnen die Regierung diesen Vorstoss zur Annahme als Postulat empfohlen hat. Darin sehen wir einerseits das wichtige Anliegen, zu breiten Kreisen unserer Wirtschaft Sorge zu tragen. Andererseits sind Instrumente zur Verbesserung der Rahmenbedingungen vorhanden, wobei es sich nicht unbedingt um einen mit Nationalbankgeldern gespeisten Fonds handeln muss. Diesbezüglich hatte die Regierung bereits andere Vorstellungen, als der Vorstoss eingereicht wurde. Die gesamthafte Gewichtung dieser Elemente hat die Regierung dazu gebracht, Ihnen zu beantragen, den vorliegenden Vorstoss nicht als Motion, sondern als Postulat anzunehmen. Dies erlaubt ihr zu prüfen, in welcher Form die Anliegen der Motion zugunsten unserer einheimischen Industrie aufgenommen werden können.

Le président. Der Postulant wünscht das Wort nicht mehr, somit können wir abstimmen. Wer das Postulat Zuber annehmen will, stimmt ja, wer dies ablehnt, stimmt nein.

Vote (adoption de la M 052-2015 sous forme de postulat)

Décision du Grand Conseil :

Rejet

Oui 51

Non 84

Abstentions 5

Le président. Sie haben das Postulat abgelehnt.